

La guerre des mots. Germanophobie et opinion publique pendant la Grande Guerre : la campagne de *L'Action française* contre le prince et Monaco

Méryl Sill

Résumé

L'engagement dreyfusard du prince Albert Ier de Monaco, son amitié pour Guillaume II, son souhait d'une science sans frontières et sa volonté de rapprochement franco-allemand en font une cible des nationalistes français dès l'avant-guerre. Le passé « allemand » du « magicien de Monte-Carlo », François Blanc, fondateur de la Société des bains de mer et du Cercle des étrangers, rend d'autant plus suspecte la principauté de Monaco aux yeux de Léon Daudet. Par une « campagne de nettoyage patriotique » dans *L'Action française*, il s'acharne, durant toute la durée de la guerre contre le cosmopolitisme, l'immoralité des jeux du « kasino de Monte-Karlo » et le personnel « boche, emboché et probosche » de la Société des bains de mer. Cette guerre à la pointe de la plume contre la germanophilie supposée de Monaco et de son souverain suscite chez Albert Ier la proposition, mise en œuvre à la fin du conflit, de « congrès de Monaco pour favoriser le développement des stations, hydro-minérales, maritimes, climatiques et alpines des nations alliées ou amies ».

Citer ce document / Cite this document :

Sill Méryl. La guerre des mots. Germanophobie et opinion publique pendant la Grande Guerre : la campagne de *L'Action française* contre le prince et Monaco. In: L'œuvre de paix du prince Albert I^{er} de Monaco. Actes du 136^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, « Faire la guerre, faire la paix », Perpignan, 2011. Paris : Editions du CTHS, 2013. pp. 65-85. (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques, 136-7);

https://www.persee.fr/doc/acths_1764-7355_2013_act_136_7_2487;

Fichier pdf généré le 20/02/2024

La guerre des mots. Germanophobie et opinion publique pendant la Grande Guerre : la campagne de *L'Action française* contre le prince et Monaco

Méryl SILL

Master en histoire, université de Nice

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (EA 1193)

Extrait de : Arnaud Hurel et al. (dir.), *L'Œuvre de paix du prince Albert I^{er} de Monaco*, éd. électronique, Paris / Monaco, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques / Annales monégasques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2013.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 136^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Perpignan en 2011.

En 1914, le critique littéraire au *Temps*, Adolphe Brisson (1860-1925), déclare que

« le journal se rattache à tout, va partout, porte partout la passion et la lumière. La même feuille de papier se glisse dans le palais et dans l'usine, parle à l'intellectuel et à l'ignorant, partout interrogée, commentée, aimée du plus grand nombre, redoutée de quelques-unes¹ ».

Faire la guerre, ce n'est pas seulement à la pointe de la baïonnette et dans les tranchées, c'est aussi à la pointe de la plume et dans les rotatives d'imprimerie. Selon Olivier Forcade, en effet, la Première Guerre mondiale est à bien des égards « une guerre moderne de l'information² » où il est nécessaire de mobiliser et de façonner l'opinion pour gagner la guerre. La campagne de *L'Action française* menée par Léon Daudet durant toute la durée de la Première Guerre mondiale participe de cette même démarche. Grâce au « désir de rivage³ » et à l'engouement de la haute société européenne pour les sites balnéaires de la Riviera, la principauté de Monaco devient rapidement, sous l'impulsion de ses princes et de la Société anonyme des bains de mer et du Cercle des étrangers de Monaco, créés en 1863, un haut lieu incontesté de villégiature aristocratique, de rencontres mondaines et de divertissement. Ce « miracle monégasque » fait quelque bruit en Europe et vaut à la principauté des ennemis acharnés. Dès l'ouverture du casino et de l'établissement thermal de Monte-Carlo, en effet, les critiques fusent à l'égard de la principauté de Monaco, de la famille Blanc et de la Société des bains de mer.

De nombreux folliculaires, des petits journaux sans abonnés – derrière lesquels se retranche une théorie hétéroclite de pamphlétaires, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, des anarchistes aux nationalistes, des « déçus des jeux » aux maîtres-chanteurs – orchestrent des campagnes contre Albert I^{er}, Monaco et la Société des bains de mer. Tous différents, et en même temps semblables dans leur style d'écriture, volontiers virulents, ils sont toujours partisans, excessifs, voire déplacés.

C'est dans ce sillage, non pas politique, mais thématique, que s'inscrit, pendant la Grande Guerre, la campagne journalistique de Léon Daudet⁴ dans *L'Action française*⁵. Ce dernier s'était pourtant rendu, en 1892⁶, au casino pour y jouer. Fils aîné d'Alphonse Daudet,

1. C. Delporte, « Le journal », p. 396.

2. O. Forcade, « Information, censure et propagande », p. 451.

3. A. Corbin, *Le Territoire du vide : l'Occident et le désir de rivage : 1750-1840*.

4. J.-N. Marque, *Léon Daudet*.

5. E. Weber, *L'Action française*.

6. Service du patrimoine historique de la Société des bains de mer, d'après l'agenda des commissaires spéciaux répertoriant l'entrée des joueurs à l'intérieur du casino pour cette année.

écrivain, essayiste, mémorialiste, critique littéraire et artistique, journaliste et rédacteur en chef du journal nationaliste, *L'Action française* depuis 1908, Léon Daudet, né le 16 novembre 1867 et mort le 30 juin 1942, mène le combat depuis 1911 contre « l'espionnage juif allemand en France⁷ » et ses réputés complices de l'intérieur. Léon Daudet s'exprime, à cet effet, par la plume, mais aussi de vive voix, en déposant lors de nombreux procès d'espionnage. Un précédent entre le milieu nationaliste français et le prince de Monaco, sa haine pathologique pour le cosmopolitisme, à tendance germanophile, de Monte-Carlo, son antisémitisme, son aversion pour les maisons de jeux, et ses craintes quant à une possible incursion allemande en France depuis la principauté suffisent pour le conduire à mener campagne contre le prince Albert I^{er} de Monaco et à réclamer, de surcroît, la « fermeture de ce centre de putréfaction boche et austro-boche⁸ ».

Grâce à notre corpus documentaire, comprenant près de trois cents articles, publiés dans *L'Action française* essentiellement entre 1916 et 1919, il s'agira de comprendre dans quelle mesure la campagne de presse de Léon Daudet, ouvertement germanophobe et antisémite, à défaut de pouvoir s'adresser directement au prince de Monaco, trouve en la Société des bains de mer une victime de substitution idéale. Les thèmes propres à la situation de guerre seront scrutés et distingués de la légende noire récurrente qui entoure depuis longtemps Monaco, ses princes et ses activités économiques, pour voir en quoi Léon Daudet innove, et dans quelle mesure il ne fait que réactualiser et utiliser des lieux communs anciens.

Nous nous pencherons, tout d'abord, sur les facteurs qui l'ont conduit à considérer que Monaco était « une enclave allemande » en soulignant les ressorts de la polémique anti-monégasque utilisés sciemment par Léon Daudet pour mettre en exergue la germanophilie et la germanité prétendues de Monaco et de Monte-Carlo, et de leurs hommes. Puis, dans un deuxième temps, nous montrerons comment et pourquoi la Société des bains de mer de Monaco est devenue une cible de substitution facile et idéale. Dans un troisième et dernier temps, nous évoquerons chacune des défenses choisies par les victimes de cette campagne définitivement diffamatoire.

Monaco, une enclave allemande selon Daudet

Combattre « l'ennemi chez soi » : peur et traque du « Boche », des « embochés » et des « pro-Boches »

Dès avant la déclaration de la guerre, la France est touchée par une peur, quelquefois hystérique, de l'espion. La représentation du danger, incarné par l'ennemi intérieur, « l'ennemi chez soi⁹ », se développe jusqu'à devenir, en effet, une « fantasmagorie collective¹⁰ ». Cette peur s'accompagne d'une vague de dénonciations et d'emprisonnements visant, avant tout, les Autrichiens, les Juifs et les Allemands. Ces derniers sont en effet facilement assimilés à des espions dans l'opinion française en raison de la grande réputation de leurs services secrets ainsi que de leurs très nombreuses réussites commerciales

7. L. Daudet, *L'Avant-guerre : études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*.

8. L. Daudet, « L'espionnage allemand à Monaco. Les jeux et le baron von Shenk », *L'Action française*, n° 274, 30 septembre 1916, p. 1, col. 1-2.

9. Charles Maurras recense, dans *Mes idées politiques*, quatre « étrangers de l'intérieur » que sont le « protestant, le Juif », le « franc-maçon » et le « métèque », cité par M. Winock, « *L'Action française* », p. 129.

10. G. Bavendamm, « L'ennemi chez soi », p. 756.



FIG. 1. – Léon Daudet, directeur de L'Action française, auteur de L'Avant-guerre, dénonçant depuis le 17 septembre 1911 l'espionnage allemand en France, coll. part. (© M. Sill).

et industrielles en France. Cela se traduit, chez Léon Daudet, par la volonté d'éradiquer, en France, toute influence allemande. Aussi, à partir du mois de septembre 1911, Daudet se spécialise-t-il tout particulièrement dans « l'étude documentaire de l'espionnage juif allemand¹¹ », « sous toutes ses formes¹² » et de ses « réputés complices de l'intérieur », hommes politiques¹³, personnel administratif¹⁴ ou encore dirigeants d'entreprises et de sociétés (fig. 1). Durant sa campagne contre « l'espionnages juif-allemand¹⁵ », et durant toute la durée du conflit, Daudet ne cesse, en effet, de révéler à ses lecteurs l'étendue de la prétendue mainmise des agents allemands considérant qu'il est du devoir de la presse de signaler tout individu soupçonné d'intelligence avec l'ennemi. Ainsi, avant le déclenchement du conflit, Daudet est déjà à son poste de combat, comme il l'explique dans son ouvrage publié en 1913 sous le titre menaçant, *L'Avant-guerre*¹⁶. Daudet souhaite en effet soulever l'opinion publique. Il reprend ainsi le thème d'une enquête menée, carte à

11. L. Daudet, *L'Avant-guerre...*, « Avant-propos », p. ix.

12. L. Daudet, « Aux membres des deux commissions de l'armée. Je demande à être entendu », *L'Action française*, n° 204, 23 juillet 1917, p. 1, col. 1-2.

13. Il s'agit des hommes que Léon Daudet nomme « le clan des Ya » symbolisé, entre autres, par Joseph Caillaux (1863-1944).

14. Daudet s'en est violemment pris au deuxième bureau à la Sûreté générale au moment de l'affaire Dreyfus (1894). Fortement ébranlé par cette affaire, le général de Gallifet, alors ministre de la Guerre, entreprend de réformer les services secrets.

15. L. Daudet, *L'Avant-guerre...*, « Avant-propos », p. ix.

16. « *L'Avant-guerre* fut le premier grand succès d'édition de l'auteur. Onze mille exemplaires vendus à la déclaration de guerre, vingt-cinq mille jusqu'à janvier 1915 ; en 1918, il atteignait le cinquantième tirage », cité par E. Weber, *L'Action française*, p. 109.



FIG. 2. – Carte de l'invasion économique et de l'espionnage allemand en Provence, extraite de M. Provence, *Les Allemands en Provence...*, double page non numérotée, coll. part. (© M. Sill).

l'appui¹⁷ (fig. 2), par deux de ses jeunes compatriotes aixois – Marcel Provence¹⁸ et Pierre Jourdan¹⁹ – relative à « l'envahissement boche au pays qu'a chanté Mistral et le long de la côte méditerranéenne²⁰ », et publiée sous le titre particulièrement évocateur : *Les Allemands en Provence : histoire de l'invasion économique et de l'espionnage allemand dans le Midi de la France : 1911-1918*. Il s'agissait pour les deux auteurs de dénoncer la mainmise des « barbares²¹ » sur la distillation des plantes aromatiques (lavande, menthe, cyprès) et surtout sur l'hôtellerie et la restauration. Néanmoins, selon le professeur Olivier Vernier, dans son

17. Carte de l'invasion et de l'espionnage allemand en Provence (M. Provence, *Les Allemands en Provence : histoire de l'invasion économique et de l'espionnage allemand dans le Midi de la France : 1911-1918*).

18. Marcel Joannon, dit Marcel Provence, né le 11 avril 1892 à Marseille, issu d'une famille aixoise très attachée à sa province, entreprend en 1911, à l'âge de 19 ans, sous le nom de Marcel Provence une ardente campagne contre l'invasion économique et l'espionnage allemand en Provence, campagne qu'il poursuit jusqu'après la guerre et qu'il résume dans un livre publié en 1919 sous le titre, *Les Allemands en Provence*, préfacé par Léon Daudet. Dès lors, Marcel Provence consacre l'ensemble de son activité à la Provence et à la Haute-Provence. Il s'initie, par ailleurs, à l'histoire, à la langue, au folklore et aux traditions provençales. Marcel Provence est, à l'origine, en 1927, du renouveau de la faïence à Moustiers-Sainte-Marie, et crée en 1928 le Musée lapidaire de Riez. Il participe, en outre, en 1930, à la création du musée municipal de Barcelonnette, puis explique son attachement à la Provence alpestre dans une plaquette, « Mission dans le haut pays », écrite à Moustiers en 1931. Marcel Provence contribue également à l'histoire du pays d'Aix, par la création du musée du Vieil-Aix. Il meurt le 25 mai 1951 à Aix-en-Provence.

19. Né à Aix-en-Provence le 12 janvier 1892, Pierre Jourdan, fils de notaire, à peine sorti du collège catholique, a contribué au lancement, en 1911, de la revue *Les Quatre Dauphins*. Engagé pendant la Grande Guerre avec le grade de lieutenant, il meurt en Méditerranée le 25 janvier 1917.

20. L. Daudet, « Préface » (M. Provence, *Les Allemands en Provence...*, p. xv). Les éléments tirés de la préface écrite par Daudet figurent également dans un de ses articles de *L'Action française*, paru le 25 mai 1919, sous le titre « Les Allemands en Provence ».

21. M. Provence, « Dédicace à Pierre Jourdan », *Les Allemands en Provence...*, p. viii.

article pionnier sur le sujet : « [À] défaut de véritable espionnage industriel, il s'agit de domination des secteurs économiques²². »

Conforté par le fait de son apparente prescience d'avant la déclaration de guerre²³, Daudet poursuit ainsi sa campagne sur le littoral méditerranéen en général et contre le prince Albert I^{er} et Monaco en particulier qui, pour lui, est « le QG de tous les espions allemands qui infestaient ET QUI INFESTENT ENCORE le littoral méditerranéen²⁴ », depuis lequel « agents ennemis » fomentent « un complot contre la Défense nationale ». C'est dans ce contexte que Daudet évoque, pour la première fois, dans les colonnes du quotidien, la principauté de Monaco, comme une « citadelle de l'espionnage boche²⁵ », car les agents « pouvaient plus facilement échapper au contre-espionnage en se mêlant à la foule des joueurs qu'attire la roulette²⁶ ». Convaincu qu'il existe dans la principauté un réseau de télégraphie appelé Monaco-Berlin Office, et craignant que, malgré ses déclarations officielles, l'Allemagne ne force la neutralité de la principauté ou qu'une offensive allemande n'ait lieu en France depuis la principauté grâce aux renseignements obtenus par de « criminelles complicités » établies à Monaco, Daudet décide donc de mener une « campagne de nettoyage patriotique²⁷ » dans la principauté de Monaco.

À ces premiers éléments d'explication viennent également s'ajouter les interventions libérales et progressistes du prince Albert I^{er} dans la vie politique française qui ne font qu'exacerber la hargne du nationaliste à l'encontre d'une principauté suspectée de germanophilie, enclavée dans une France en proie à une fièvre obsidionale et revancharde.

Un prince suspect car « germanophile »

En 1910 déjà, le journal politique et antisémite, *La Libre Parole*, s'interrogeait sur les relations de « Grimaldi l'usurpateur » ou d'« Albert le suicidissime », tenancier d'« un vaste tripot mortel », et se demandait

« pourquoi le prince de Monaco s'est toujours montré plus blocard que le bloc tout entier, plus dreyfusard que Dreyfus lui-même ; par quelle aberration touchant au sadisme, ce descendant d'une famille illustre s'est fait l'homme-lige des coquins qui nous gouvernent et l'intermédiaire de leurs trahisons auprès du *kaiser*²⁸ ».

En 1913, Léon Daudet écrit dans *L'Avant-guerre* que « le prince de Monaco est un agent allemand (*intervention dans l'affaire Dreyfus et la loi de séparation*)²⁹ » ou encore « un champion du germanisme en France³⁰ » (fig. 3). Il faut dire que le prince Albert entretenait une amitié

22. O. Vernier, « Espionnage et péril germanique à Nice pendant la guerre de 1914 », p. 67.

23. « Écoutez au moins mes avertissements ! Ceux que j'ai donnés dans *L'Avant-guerre*, et que l'événement a tous confirmés » (L. Daudet, « Aux membres des deux commissions de l'armée. Je demande à être entendu », *L'Action française*, n° 204, 23 juillet 1917, p. 1, col. 1-2).

24. L. Daudet, « La suppression des jeux de Monaco. Un mot à Camille Blanc », *ibid.*, n° 279, 5 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

25. L. Daudet, « L'espionnage allemand sur la Côte d'Azur. Uhde, Jellineck et Hohenlohe », *ibid.*, n° 257, 13 septembre 1916, p. 1, col. 1-2

26. *Ibid.*

27. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. Camille Blanc ses Boches et ses kroupiers », *ibid.*, n° 292, 18 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

28. H. de Rauville, « Grimaldi l'usurpateur », *La Libre Parole*, 19^e année, n° 6698, 23 août 1910, p. 1.

29. L. Daudet, « Conclusion », *L'Avant-guerre*, p. 304-305.

30. L. Daudet, « Avant-propos », *ibid.*, p. XIII.



FIG. 3. – « Chez Lui... à Berlin », par Cam (pseudonyme de Jean-Baptiste Ferré), Chez son Altesse Suicidissime !, Nice, 1913, médiathèque de Monaco, fonds régional, Mg 1671 (© médiathèque de Monaco).

sincère avec Guillaume II, dont témoigne la dédicace³¹ de la traduction allemande de son ouvrage *La Carrière d'un navigateur* précédemment évoqué. Des liens familiaux unissaient aussi Monaco à l'Empire allemand : la tante du prince Albert I^{er}, Florestine Grimaldi, avait épousé, en 1863, Frédéric de Wurtemberg, et sa descendance aurait pu prétendre au trône, si le prince Louis II (1870-1949), fils d'Albert I^{er}, n'avait pas eu d'héritier en la personne de la princesse Charlotte (1898-1977).

Le 19 août 1914 paraît dans un autre journal, le quotidien républicain niçois *L'Éclaireur* – dans lequel Léon Daudet puise quantité de renseignements et d'informations – une lettre signée par « de nombreux Monégasques » dans laquelle la francophilie du prince Albert I^{er} est sérieusement remise en question. Cet article, paru en quatrième et dernière page, s'intitule « les dons du prince ». On peut y lire les phrases suivantes :

« Nous lisons dans votre excellent journal l'énumération fastueuse des offres et des dons faits au gouvernement français et à la Croix-Rouge par notre prince. Nous autres sujets monégasques tous ardents francophiles, nous eussions voulu voir Son Altesse accomplir des gestes généreux le lendemain de la déclaration de guerre au plus tard, et non pas le 17 août, jour précis où la victoire sourit franchement à la France³². »

Le passif entre le milieu nationaliste français et le prince Albert I^{er} ne peut qu'exacerber, dans un contexte de guerre et de peur de l'encerclement, les griefs de Léon Daudet à l'en-

31. « Je dédie la version allemande de ce livre à Sa Majesté l'Empereur Guillaume II, au Souverain qui protège le Travail et la Science préparant ainsi la réalisation du plus noble désir de la Conscience humaine : l'union de toutes les forces civilisatrices pour amener le règne d'une paix inviolable » (Albert I^{er} de Monaco, lettre à la baronne Bertha von Suttner, Paris, 25 mai 1903, coll. part.).

32. « Les dons du prince », *L'Éclaireur*, n° 231, mercredi 19 août 1914, p. 4, col. 5-6.

contre de Monaco, qui est dénoncé comme un repaire de germanité. Présentant « la France et l'Allemagne comme des ennemies éternelles, l'Allemagne étant toujours la menace et la France l'éternelle menacée³³ », Daudet est donc extrêmement méfiant à l'égard de tout ce qui peut apparaître, dans le cosmopolitisme monégasque, comme une trace de germanophilie. Ainsi, en novembre 1916, la vindicte de Léon Daudet se porte sur le Musée océanographique (fig. 4), institution voulue par Albert I^{er} pour présenter les résultats de ses campagnes scientifiques. Il s'intéresse aux plaques commémoratives du bâtiment :

« Aux dernières nouvelles, la plaque de marbre, située dans le hall du Musée océanographique, et rappelant l'inauguration de l'édifice, portait toujours le nom de Guillaume II ! Il faut espérer qu'on l'arrachera³⁴. »

La plaque de l'inauguration du musée portait, il est vrai, une inscription qui rappelait la présence d'un représentant du *kaiser*.

En 1915, la plaque commémorant la pose de la première pierre en 1899, avait, quant à elle, déjà subi un petit toilettage « germanophobe », même si le prince Albert I^{er} s'était, d'ailleurs, montré peu enclin à des changements de fond car, selon lui,

« l'inscription n'exprime aucun sentiment laudatif, elle constate un fait historique. Si on supprimait dans tous les pays qui ont été ennemis mortels les inscriptions historiques ce serait insensé car on procéderait périodiquement à l'effacement et au rétablissement de ces souvenirs³⁵. »

Finalement, le texte remanié diffère du texte initial en ce qu'il place en deuxième position, derrière le nom du représentant de la République française, le nom du représentant de l'empereur d'Allemagne, et dissimule ce nom au milieu d'un plus grand nombre.

Une revanche contre le dreyfusisme, l'anticléricalisme et le pacifisme du prince

Si, en 1913, le prince de Monaco était pour Daudet « un agent allemand³⁶ », en 1920, dans *Au temps de Judas*, il maintient que

« le roi des requins dreyfusards fut assurément Albert de Monaco lui-même, seigneur de la Roulette, prince des suicidés, et qui lors du retour de l'île du Diable, avait mis son château de Marchais à la disposition d'Alfred Dreyfus³⁷. »

Profondément imprégné de culture française³⁸, humaniste, et animé d'une foi dans le progrès par la science³⁹, le prince de Monaco peut difficilement échapper à l'emprise

33. E. Weber, *L'Action française*, p. 311.

34. L. Daudet, « Il faut fermer les jeux de Monaco. Comment "travaillaient" Wicht et Kurz », *ibid.*, n° 312, 7 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.

35. Cinquième bloc-notes, fol. 10 r° à partir de la couverture « finale », moitié inférieure (crayon) ; notes et minutes de lettres du prince Albert ; s. d. (arch. palais princier Monaco, C 725).

36. L. Daudet, « Conclusion », *L'Avant-guerre*, p. 304-305.

37. L. Daudet, « Au temps de Judas. Souvenirs des milieux politiques, littéraires, artistiques et médicaux de 1880 à 1908 », p. 522.

38. « Je dis tout haut ce que je pense de l'affaire Dreyfus ; tout le monde peut l'entendre parce que c'est la libre opinion d'un honnête homme. J'emploie toute mon influence pour détourner un mal grave du pays que j'aime comme une seconde patrie : qui oserait me le reprocher ? » (lettre à Joseph Reinach, 7 mars 1898, citée par J. Carpine-Lancre, *Albert I^{er}, prince de Monaco : des œuvres de science, de lumière et de paix*, p. 162).

39. « Les esprits libéraux de ce XIX^e siècle finissant – au premier desquels le prince Albert – placent leurs espoirs dans la science dont l'avancement doit assurer à l'humanité, le progrès, la justice sociale et la paix » (J. Carpine-Lancre, « Le prince Albert de Monaco et l'Exposition universelle de 1889 » ; *id.*, « Le prince Albert I^{er} de Monaco et la science »).

MUSÉE OCÉANOGRAPHIQUE
 FONDÉ PAR
 SON ALTESSE SÉRÉNISSIME
ALBERT I^{er}
 PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

—

LA PREMIÈRE PIERRE DE CE MUSÉE A ÉTÉ POSÉE
 LE 25 AVRIL 1899
 EN PRÉSENCE DE
 SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MUNSTER
 REPRÉSENTANT SA MAJESTÉ
GUILLAUME II
 EMPEREUR ALLEMAND, ROI DE PRUSSE
 ET DE
 MONSIEUR L'AMIRAL BROWN DE COLSTOUN
 REPRÉSENTANT MONSIEUR LE PRÉSIDENT
 DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(Texte remanié)
 INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE
 (FONDATION **ALBERT I^{er}** PRINCE DE MONACO)
 LA PREMIÈRE PIERRE DE CE MUSÉE A ÉTÉ POSÉE
 LE 25 AVRIL 1899
 EN PRÉSENCE DE :

S.A.S. ALBERT I^{er} PRINCE SOUVERAIN DE MONACO
 ET DE L'AMIRAL **BROWN** DE COLSTOUN
 REPRÉSENTANT M. LE PRÉSIDENT
 DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
 PAR **S.A.S.** LE PRINCE DE MÜNSTER
 REPRÉSENTANT **S.M. GUILLAUME II**, ROI DE PRUSSE,
 EMPEREUR ALLEMAND,
S. Exc. M. OLIVIER RITT,
 ÉTANT GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE LA PRINCIPAUTÉ,
M. LE COMTE D'ORÉMIEULX,
 PREMIER AIDE DE CAMP DE **S.A.S.** LE PRINCE,
M. LE COMTE FÉLIX GASTALDI,
 MAIRE DE LA VILLE DE MONACO,

M. LE DOCTEUR JULES RICHARD,
 CONSERVATEUR DES COLLECTIONS SCIENTIFIQUES,
M. DELEFORTRIE, ARCHITECTE,
M.M. FONTANA ET GAMBA, ENTREPRENEURS.

FIG. 4. – Texte initial puis remanié de la plaque commémorant la pose de la première pierre du Musée océanographique de Monaco (© J. Carpine-Lancre).

passionnelle de l'affaire Dreyfus⁴⁰. Convaincu de l'innocence d'Alfred Dreyfus dès 1897, le prince de Monaco prend la décision d'entrer dans le combat des « révisionnistes » aux côtés d'Émile Zola⁴¹ et témoigne de sollicitude en faveur de Dreyfus et de sa famille.

40. V. Duclert, *L'Affaire Dreyfus* ; P. Birnbaum, *L'Affaire Dreyfus : la république en péril*.

41. Le prince de Monaco écrit à Émile Zola, le 23 février 1898, le jour même où ce dernier est condamné : « Votre

Il vient aussi en aide à des dreyfusards, que leur prise de position mettait dans de grandes difficultés, en faisant nommer, par exemple, en 1900, l'abbé Pichot⁴², curé de la paroisse Sainte-Dévote, à Monaco.

Les différentes interventions du prince de Monaco en faveur du capitaine Dreyfus et des dreyfusards ne peuvent qu'agacer Daudet et les partisans de *L'Action française*, antidreyfusards et hostiles à la révision du procès de Rennes. C'est en avril 1898, année où l'affaire Dreyfus entre dans sa phase la plus dramatique, qu'est fondé un Comité d'action française que rejoignent Charles Maurras puis Léon Daudet, lesquels épousent les idées développées et entretenues par les fondateurs de ce comité, à savoir l'antiparlementarisme, la xénophobie et l'antisémitisme. Comme tous les antidreyfusards⁴³, Daudet, convaincu de la trahison de Dreyfus, reproche à Albert I^{er} d'intervenir dans une affaire de politique intérieure relative à la France, alors qu'il n'est pas de nationalité française. Enfin, Daudet estime qu'en tant qu'officier, Dreyfus a, en trahissant gravement, insulté l'armée française, et qu'Albert I^{er}, en prenant sa défense, en a fait autant.

À ces raisons originelles d'hostilité de *L'Action française* à l'égard du prince de Monaco s'ajoute une critique très virulente du rôle d'Albert I^{er} dans le processus ayant conduit à la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État :

« On se rappelle, d'ailleurs, le rôle joué par cette crapule qui s'intitule Albert de Monaco dans les affaires intérieures de la France, quand il osa communiquer à *L'Humanité* un document secret dont la publication permit à Briand de perpétrer la séparation de l'Église et de l'État. Cette pièce faisait le lit de la guerre religieuse en France [...]. On divisait ainsi les Français avec des histoires de curés et de moines », écrit Daudet en 1919⁴⁴.

L'implication du prince de Monaco dans la rupture du Concordat de 1801 justifie les attaques de *L'Action française* qui, outre le fait de comprendre bon nombre d'adhérents catholiques et de partisans les plus zélés de la papauté, s'affiche comme alliée et garante des droits de l'Église catholique, incarnant la tradition religieuse de la nation.

La campagne de presse que mène Daudet contre le prince et la principauté de Monaco peut donc s'interpréter comme une revanche contre les positions idéologiques prises par Albert I^{er} dès son avènement. Mais, tout autant que ses idées, c'est l'attitude du prince résolument pacifiste, souhaitant un rapprochement franco-allemand, qui agace alors l'extrême droite. Considéré comme « un champion du germanisme en France⁴⁵ » par Daudet, Albert I^{er} est depuis longtemps « une bête noire » pour les nationalistes.

Profondément épris de justice et ardent défenseur de l'amitié universelle entre les peuples, Albert I^{er} souhaite confirmer la vocation internationale de la principauté de Monaco en mettant en œuvre une « politique de rencontres⁴⁶ » sur son territoire, comme nous le

déclaration contient les plus beaux sentiments qu'une âme puisse exprimer, elle honore l'humanité, elle ajoute un rayon à la gloire de la France. Pour tous ceux qui admirent l'indépendance et la sincérité dans le patriotisme, vous grandissez plus haut que le renom de votre talent » (cité par J.-B. Robert, « Le prince Albert I^{er} et l'affaire Dreyfus », p. 199).

42. Louis Pichot (1864-1919), professeur de mathématiques et de sciences au petit séminaire de Felletin (Creuse). Nommé curé de la paroisse Sainte-Dévote, l'une des trois paroisses du diocèse, par ordonnance souveraine du 28 avril 1900, il en démissionna le 29 juin 1912. Il devient membre du Comité catholique pour la défense du droit, 61, rue Madame à Paris. À la demande du prince Albert I^{er}, il s'occupe de l'Institut de la paix, fondé à Monaco par le souverain et en est nommé vice-président le 20 février 1903. Très dreyfusard, il publie *La Conscience chrétienne et l'Affaire Dreyfus* et *La Conscience chrétienne et la Question juive* en 1899.

43. M. Winock, « Les antidreyfusards ».

44. L. Daudet, « Albert le Suicidissime et son coupe-gorge », *L'Action française*, n° 147 (2^e éd.), 28 mai 1919, p. 1, col. 1-2.

45. L. Daudet, « Avant-propos », *L'Avant-guerre...*, p. XIII.

46. J. Freu, R. Novella et J.-B. Robert, *Histoire de Monaco*, p. 142. Du 2 au 6 avril 1902 se tient à Monaco le 11^e congrès universel de la Paix.

constatons avec les articles de Jean-Rémy Bézias⁴⁷ et de Christophe Réveillard⁴⁸, en créant à Monaco, le 20 février 1903, l'Institut international de la paix et en s'efforçant sans relâche d'œuvrer au rapprochement entre France et Allemagne, pays qu'il considère comme étant « une clef de voûte pour l'équilibre continental⁴⁹ ». Enfin, sa volonté d'être un acteur de la reconstruction européenne après-guerre ne fait qu'agacer et décupler la ténacité du polémiste nationaliste qui fait part, dans son journal, le 26 septembre 1916, de son indignation devant le projet d'organiser à Monaco, aussitôt après la guerre, un « congrès des nations alliées et amies, pour l'expansion des stations thermo-minérales, climatiques et balnéaires » :

« Il est phénoménal, il est ahurissant, il est invraisemblable, il est scandaleux, qu'un congrès des nations alliées et amies [...], institué sous la présidence d'honneur du prince Albert de Monaco [...] soit allé choisir ce centre indiscutable d'espionnage boche et austro-boche pour se réunir et affirmer son existence⁵⁰. »

Daudet pense que « l'espionnage sur la Côte d'Azur » va trouver « dans l'hôtellerie du littoral un concours des plus précieux⁵¹ ».

Si les attaques ne s'adressent pas toujours directement au prince, c'est que Daudet ne peut plus s'en prendre au prince même, car « la censure du citoyen Aristide Briand⁵² » lui interdit, à partir de l'automne 1916, de le nommer dans ses articles. En effet, dès le 2 octobre 1916, son entourage conseille au prince d'intervenir « le plus tôt possible auprès du gouvernement français pour faire cesser cette odieuse campagne⁵³ ». Le secrétaire particulier du souverain, Adolphe Fuhrmeister, l'informe, par télégramme, le 4 octobre, d'où le style télégraphique, que l'un des organisateurs des congrès a obtenu que l'ancien ministre Gabriel Guist'hau⁵⁴ intervienne auprès du président du Conseil

« Briand afin de savoir nettement si gouvernement approuve congrès et exposition Monaco et dans affirmative obtenir fin campagne presse hostile à cette œuvre, Briand approuve congrès mais conformément engagement pris au Parlement censure doit s'exercer uniquement sur questions militaires, diplomatiques ou sociales. Cependant, si prince (Monaco) proteste officiellement Briand aurait alors qualité pour prendre sanction qui nous serait favorable. Guist'hau est très dévoué au prince et lui conseille après avoir protesté télégraphiquement venir urgence conférer avec Briand campagne paraissant devoir conclure par disparition principauté⁵⁵. »

47. J.-R. Bézias, « Albert I^{er} de Monaco et le rapprochement franco-allemand avant la Première Guerre mondiale », dans ce volume.

48. C. Réveillard, « Albert I^{er} et l'Institut international de la paix : une tentative pacifiste et d'arbitrage au cœur de la marche vers la guerre (1903-1914) », dans ce volume.

49. Albert I^{er}, « Réflexions sur seize années de visites à Kiel », Paris, 6 juillet 1914 (arch. palais princier Monaco, A 919).

50. L. Daudet, « Pourquoi il faut fermer les jeux de Monaco », *L'Action française*, n° 270, 26 septembre 1916, p. 1, col. 1-2. Les biens d'Emil Jellineck-Mercédès (1853-1918), consul-diplomate du Mexique puis de Monaco, homme d'affaires austro-hongrois, ayant été séquestrés à Nice, il vient trouver refuge dans la principauté de Monaco, demeurée neutre. Son yacht mouille en effet dans les eaux de la principauté.

51. L. Daudet, « Pourquoi il faut fermer les jeux de Monaco », *L'Action française*, n° 270, 26 septembre 1916, p. 1, col. 1-2.

52. L. Daudet, « Le coupe-gorge de Monaco. Le prince Albert et la maison Blanc », *ibid.*, n° 145 (2^e éd.), 26 mai 1919, p. 1, col. 1-2.

53. Adolphe Fuhrmeister à Albert I^{er}, 2 octobre 1916 (arch. palais princier Monaco, A 933).

54. Gabriel Guist'hau (1863-1931), maire de Nantes de 1908 à 1910, puis député de la Loire-Inférieure de 1910 à 1924, il est respectivement, jusqu'en 1916, sous-secrétaire d'État à la marine, du 3 novembre 1910 au 2 mars 1911, dans le gouvernement d'Aristide Briand ; ministre de l'Instruction publique, du 14 janvier 1912 au 21 janvier 1913, dans le gouvernement de Raymond Poincaré, et enfin ministre du Commerce et de l'Industrie, du 21 janvier au 22 mars 1913, dans les gouvernements d'Aristide Briand.

55. Projet d'un télégramme rédigé par le secrétaire particulier du prince à envoyer à Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco, transmis le 4 octobre 1916 (arch. palais princier Monaco, A 933).

Le 10 octobre, Albert I^{er} sollicite officiellement le président du Conseil afin qu'il puisse user de son pouvoir pour mettre un terme aux attaques de Daudet :

« Pas un instant je n'ai cru que le bon sens français prendrait au sérieux une campagne menée en ce moment par certains journalistes peu soucieux de vérité ou de justice contre la principauté de Monaco. Je veux cependant protester auprès de vous contre les assertions qui jouent trop audacieusement avec le mensonge. L'histoire de la principauté marche depuis des siècles tout près de celle de la France vers le progrès et la civilisation : j'espère, monsieur le président, que vous pourrez, tandis que nous préparons au Musée océanographique une manifestation qui cherche à réparer quelque chose des désastres de la guerre, empêcher la continuation des manœuvres haineuses dirigées contre elle. Vous serez sans doute choqué dans votre jugement qu'une pareille campagne se fasse, lorsque depuis deux ans, je protège par tous les moyens en mon pouvoir les populations du territoire français occupé, et où j'aime mes biens⁵⁶. »

Un mois et demi plus tard, Daudet évoque de nouveau le congrès de Monaco. Mais, conformément aux « instructions » données par Briand, il ne fait plus aucune référence au prince, et ce jusqu'au 26 mai 1919, date à laquelle Daudet peut s'exclamer triomphant :

« Albert et Camille ne s'étonneront pas que je les mette sur la sellette... [...] vous voulez m'empêcher de parler [...] petits amis, ah, vous voulez la tranquillité pour votre roulette, la sécurité de vos râteaux et la reprise des manœuvres contre la France. Eh bien, nous allons rire. Albert et Camille, maintenant que la censure du citoyen Aristide Briand [...] n'est plus là pour me fermer la bouche à Paris ! »

Si le président du Conseil « n'osa pas tout de même prendre ouvertement le lupanar d'Albert et les tripots de Camille sous son aile légèrement faisandée », il lui fit, selon Daudet, simplement interdire « de prononcer le nom du souverain d'opérette tragique⁵⁷ ».

Néanmoins, sa hargne, toujours perceptible, se porte dorénavant sur l'entreprise phare de l'essor économique touristique de la principauté, la Société des bains de mer et du Cercle des étrangers, à ses dirigeants et à son personnel, tous présentés comme des « embochés ».

Une cible de substitution facile : la Société des bains de mer

« Boches et embochés du klaquedent de Monaco »

« Camille Blanc de Monaco », « enrichi par le vol de la roulette, le suicide et l'Allemagne⁵⁸ » est, en outre, « depuis de longues années, le pivot et le point d'appui de l'envahissement et de l'espionnage allemands de la Côte d'Azur⁵⁹ ». Daudet considère en effet Camille Blanc comme « l'instrument docile de l'Allemagne⁶⁰ », « car on sait que Kamille Blanc est membre éminent de la famille des Blanc de Hombourg et de Monaco, où coule le sang allemand des Hensel⁶¹ ».

56. Albert I^{er} à Aristide Briand, président du Conseil, 10 octobre 1916 (*ibid.*). Il fait allusion au domaine de Marchais, dans l'Aisne, acheté en 1854 par la mère du prince Albert I^{er}, occupé par l'armée allemande. Voir L.-H. Labande, *Le Château et la Baronnie de Marchais*.

57. L. Daudet, « Le coupe-gorge de Monaco. Le prince Albert et la maison Blanc », *L'Action française*, n° 145 (2^e éd.), 26 mai 1919, p. 1, col. 1-2.

58. L. Daudet, « Les jeux de Monaco, foyer d'espionnage allemand. Kamille Blanc et ses chers Boches », *ibid.*, n° 310, 5 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.

59. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. La bande à Kamille », *ibid.*, n° 327, 22 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.

60. L. Daudet, « Deux agents boches à Monaco. Camille Blanc et Raoul Gunsbourg », *ibid.*, n° 351, 16 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

61. L. Daudet, « Pour qu'on ferme le klaquedent de Monaco. Kamille Blanc, Wicht, Kurz, Gunsbourg et C^{ie} », *ibid.*, n° 321, 16 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.



FIG. 5. – La famille Blanc. De gauche à droite : François Blanc (1806-1877), Marie Blanc (1833-1881), Camille Blanc (1847-1927). Portraits de François et Marie Blanc extraits de L. Taxil, *L'Enclave Monaco*, p. 145 (© L. Taxil) ; portrait de Camille Blanc (© M. Sill).

Le nom des Blanc (fig. 5) est en effet intimement lié à une ville allemande. François Blanc (1806-1877), le père de Camille Blanc, originaire du village de Courthézon (Vaucluse), part en 1840 en Allemagne, où il fonde un établissement thermal et une maison de jeux à Hombourg. Il y fait la rencontre de Marie-Charlotte Hensel (1833-1881), née dans une famille huguenote et l'épouse en 1854. Approchés par l'avocat du prince de Monaco, ils quittent définitivement la ville d'Hombourg, après l'interdiction des jeux, et fondent la Société des bains de mer et du Cercle des étrangers à Monaco en 1863.

Aussi Daudet n'a-t-il cessé de marteler dans ses articles

« que les jeux de Monaco, fondés par le filou notoire François Blanc et sa bochesse de femme Charlotte Hensel, dirigés actuellement par Camille Blanc [...] ont toujours été avant la guerre et sont demeurés, depuis la guerre, un foyer d'espionnage allemand et autrichien, le plus important de la Méditerranée⁶² ».

Il ne fait donc aucun doute que « l'histoire complète de la famille Blanc [...] est intimement liée [...] à celle de l'espionnage allemand en Méditerranée⁶³ ». Pour lui donc, « les jeux de Monaco étaient et sont demeurés un foyer d'espionnage boche, une enclave allemande en terre française⁶⁴ ».

Plus encore que Camille Blanc, ce sont les membres du personnel de la Société des bains de mer – dont les noms sont à consonance germanique – qui font l'objet de la vindicte du nationaliste. Lorsque, en 1895, Camille Blanc devient président de la Société des bains de mer, il maintient en effet les collaborateurs présents au moment de son arrivée et qui, souvent, étaient partis d'Allemagne dans les bagages des Blanc pour rejoindre Monte-Carlo. Ce qui permet à Daudet de dire :

« La vérité est qu'il n'était presque pas un individu du haut entourage de ce misérable Camille Blanc qui ne fut boche ou agent des Boches⁶⁵. »

62. L. Daudet, « Il faut fermer les jeux de Monaco. Un foyer d'espionnage allemand », *L'Action française*, n° 105, 15 avril 1917, p. 1, col. 5-6.

63. L. Daudet, « L'alcool et le jeu. Il faut fermer le claquedent de Monaco », *ibid.*, n° 354, 18 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

64. L. Daudet, « Les jeux de Monaco, foyer d'espionnage boche. L'impudence de M. Camille Blanc », *ibid.*, n° 285, 11 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

65. L. Daudet, « La bande boche des jeux de Monaco. De Gunzbourg dit "Gunsbourg" à Francis Elmers », *ibid.*, n° 344, 9 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.



FIG. 6. – « Raoul la danseuse », *L'Action française*, 20 décembre 1916, n° 356, p. 1, col. 1-2, coll. part. (© M. Sill).

Daudet porte en effet son attention sur le directeur et le sous-directeur de la Société des bains de mer, Frédéric Wicht et Émile Kurz, puis sur le médecin de l'établissement thermal, Konried, et enfin sur les machinistes du théâtre de Monte-Carlo, Kranich père et fils. Ces cinq individus font ainsi l'objet de la vindicte du nationaliste, qui les accuse d'appartenir au « foyer boche, utilisé par le gouvernement allemand de 1871 à 1914, en vue de l'espionnage, qui rayonnait jusqu'à Toulon⁶⁶ ».

Léon Daudet n'épargne pas non plus Raoul Gunsbourg (fig. 6), le directeur de l'opéra de Monte-Carlo, dont le nom est mentionné dans les titres de ses articles plus de trente fois. Il reproche à cet « acrobate de trahison⁶⁷ », à « ce métèque à face de sorcière⁶⁸ » – qu'il ridiculise sciemment en publiant en décembre 1916 une image qu'il qualifie de « burlesque et macabre⁶⁹ » – d'avoir continué « à servir chez nous la cause de l'infiltration allemande⁷⁰ ».

66. L. Daudet, « Les jeux de Monaco, foyer d'espionnage allemand. Kamille Blanc et ses chers Boches », *L'Action française*, n° 310, 5 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.

67. L. Daudet, « Le coup de Gunsbourg et de la "Rondine". L'aveu de Puccini », *ibid.*, n° 106, 16 avril 1917, p. 1, col. 1-2.

68. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. À quand l'arrestation de Camille Blanc ? », *ibid.*, n° 348, 13 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

69. L. Daudet, « Le klaquedent de Monaco et ses annexes. Gunsbourg, Camille Blanc, Jellineck », *ibid.*, n° 355, 20 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

70. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. Encore Gunsbourg, Wicht, Kurz et C^{ie} », *ibid.*, n° 362,

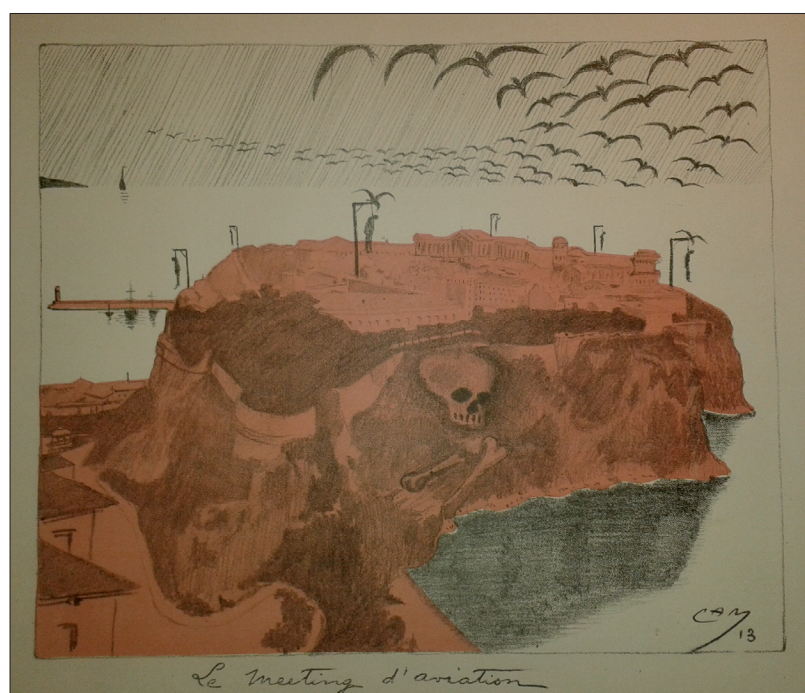


FIG. 7. – « Le meeting d'aviation » et « Le lupanar mondial », par Cam, Chez son Altesse Suicidissime !, Nice, 1913, médiathèque de Monaco, fonds régional, Mg 1671 (© médiathèque de Monaco).

Pour Daudet, il ne fait donc aucun doute qu'ils doivent être « fusillés⁷¹ » et que le casino doit être fermé.

27 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

71. *Ibid.*

Pourtant, dès le 10 août 1914, les membres du conseil d'administration de la Société des bains de mer décident « qu'il ne serait conservé, parmi le personnel, aucun Allemand⁷² ». Aussi, le 15 août, ils sont soit relevés, soit suspendus de leurs fonctions et « invit[és] à faire valoir leurs droits à la retraite ». Le 27 octobre, les membres du conseil d'administration leur font savoir que « la décision prise [...] l'a été avec un caractère définitif⁷³ ».

Mais malgré leur départ de la Société des bains de mer, ils continuent à être cités dans les articles de *L'Action française*. Daudet reste en effet persuadé qu'ils demeurent des « serviteurs de Guillaume II et du grand état-major allemand⁷⁴ » au détriment de la France.

Une légende noire ravivée par la guerre. Des lieux communs réactualisés

Daudet inscrit sa campagne de presse dans le sillage des thèmes évoqués à travers les pamphlets, l'imagerie des cartes postales ou autres caricatures et dessins satiriques⁷⁵, publiés et mis en vente en France notamment dès la fondation de la Société des bains de mer à Monte-Carlo (fig. 7).

Chez Daudet, on retrouve ainsi souvent le thème du jeu, traité de façon caricaturale, comme fondement de la politique et de la prospérité de la principauté, l'idée selon laquelle la fortune des princes et de la famille Blanc reposerait exclusivement sur « la ruine » et « le vol ». Dans ses articles, Daudet réactualise également le topos du casino comme mauvais lieu de vie. Nombre d'entre eux, en effet, établissent dès le titre des comparaisons entre le casino et un « claquent⁷⁶ », d'ailleurs germanisé avec un « k » au lieu du « c ».

Dans le contexte de la guerre, le thème du casino comme lieu de l'immoralité revêt, chez Daudet, une signification supplémentaire. Transformés en hôpitaux temporaires militaires et en maisons de convalescence⁷⁷ sur l'initiative du prince Albert I^{er}, les hôtels Saint-James et Alexandra ainsi que le palais du Soleil accueillent durant le conflit des soldats alliés blessés. Daudet n'en est pas moins affolé, persuadé que « l'officier convalescent en civil coudoie le fournisseur aux armées et l'agent allemand⁷⁸ » et que « nous apprendrons, un de ces quatre matins, qu'un brave officier français, anglais, russe, italien en convalescence s'est fait sauter la cervelle⁷⁹ ». Mais « [q]u'importe si la roulette tue quelques-uns de ces braves qu'a épargnés la mitrailleuse boche ! [...]»⁸⁰.

72. P. de Saint-André, *Monte-Carlo et la guerre*, p. 5.

73. Conseil du 27 octobre 1914, fol. 15-16 (service du patrimoine historique de la Société des bains de mer de Monaco, *Registre des conseils d'administration...*).

74. L. Daudet, « Les randonnées du kaiser et la télégraphie Korn-Kranich. Le rôle de Kamille Blanc », *L'Action française*, n° 339, 4 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

75. Cam (pseudonyme de Jean-Baptiste Ferré), *Chez Son Altesse Suicidissime !*

76. Claquent, de « claque », nom masculin (1883) tiré de l'argot, qui signifie « maison close ».

77. Service du patrimoine historique de la Société des bains de mer, fonds non cotés, copies de lettres relatives à ces hôpitaux militaires accompagnés de plans et de dessins.

78. L. Daudet, « L'alcool et le jeu. Il faut fermer le claquent de Monaco », *L'Action française*, n° 354, 18 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

79. L. Daudet, « La bande boche des jeux de Monaco... », *ibid.*, n° 344, 9 décembre 1916, p. 1, col. 1-2.

80. Service du patrimoine historique de la Société des bains de mer, fonds non cotés, copies de lettres relatives à ces hôpitaux militaires accompagnés de plans et de dessins.

Une contre-attaque vigoureuse

Les procès de la Société des bains de mer à Daudet

Interpellé publiquement dans de nombreuses unes du journal et cité *ad nomen* à maintes reprises dans les articles, Camille Blanc récuse méthodiquement les accusations portées par Daudet dans des lettres publiées par le journal ainsi que par un fascicule qui s'intitule *Monte-Carlo et la guerre*. Il contredit ainsi le fait que ses employés de nationalité allemande ont été maintenus après la déclaration de guerre. Mais Daudet, agacé par les réponses avancées, maintient que cet argumentaire fait l'apologie du « klaquedent de Monaco⁸¹ ». Aussi Blanc entame-t-il une procédure judiciaire contre Daudet et *L'Action française*. Raoul Gunsbourg poursuit également ce dernier pour diffamation après l'échec des tentatives de conciliation et d'apaisement.

C'est donc conjointement que les deux hommes engagent une procédure judiciaire contre *L'Action française* et Daudet. La lecture du journal permet de suivre l'évolution des procès intentés par les deux hommes. Les comptes rendus n'étant pas en faveur de Daudet, on ne les retrouve dorénavant plus en première page du journal, mais en deuxième et dans l'avant-dernière colonne du journal.

Un prince en deuxième ligne

La réaction première d'Albert I^{er} peut paraître, à bien des égards, silencieuse, voire inexistante. Néanmoins, notons que les accusations ne s'adressaient pas explicitement au prince. En effet, jusqu'en 1919, seul Blanc était, avec certains membres de son personnel, l'objet de la vindicte du nationaliste. Toutefois, en tant que chef d'État, le prince s'est très tôt intéressé aux accusations portées par Daudet dans *L'Action française*. Alors qu'il est en déplacement au moment où débute la campagne de presse, des télégrammes sont régulièrement envoyés au prince par ses conseillers, afin de le tenir informé. Mieux encore, il demande au directeur de la Sûreté générale qu'une enquête soit faite « sur les personnalités mises en cause par *L'Action française* », « comme se livrant à l'espionnage dans la principauté⁸² ». Des fiches de renseignements sont établies pour chacune des personnes citées par Daudet, mais elles ne viennent nullement étayer les accusations et les propos tenus par lui dans son journal : « Les personnes suscitées n'ont jamais été signalées à notre service par la police française, pas plus, du reste, à la Société des bains de mer⁸³. » En outre, le prince n'a de cesse de maintenir et renouveler sa confiance à Camille Blanc, en adressant une minute à son chef de cabinet dans laquelle il écrit :

« [...] celui-ci reste libre d'agir selon ce qui lui paraîtra le plus conforme à ses intérêts. Veuillez donc lui téléphoner dans la matinée pour le lui faire savoir⁸⁴ ».

Notons, à la suite de Jacqueline Carpine-Lancre et de Thomas Fouilleron, combien, à la fin de la guerre, le prince de Monaco n'a désormais plus la même attitude à l'égard de Guillaume II, et qu'une germanophobie d'après-guerre est même perceptible dans *La Guerre allemande et la Conscience universelle*⁸⁵.

81. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. De l'espion Kranich à l'espion Konried », *L'Action française*, n° 302, 28 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

82. « Rapport de M. le directeur de la Sûreté publique au cabinet de Son Altesse Sérénissime le prince en conformité des instructions contenues dans le télégramme du cabinet de Son Altesse Sérénissime en date du 20 août 1917 » (arch. palais princier Monaco, A 933, *Enquête sur la campagne de L'Action française*, p. 1-2).

83. *Ibid.*, p. 17.

84. Minute adressée au chef du cabinet du prince, 25 novembre 1916 (arch. palais princier Monaco, A 933).

85. Voir dans le présent volume : J. Carpine-Lancre et T. Fouilleron, « De la germanophilie à la germanophobie :



FIG. 8. – Les congrès de Monaco pour favoriser le développement des stations hydrothermales, maritimes, climatiques et alpines des nations alliées (1920), coll. part. (© M. Sill).

Les congrès de Monaco (1920)

La plus éloquente des réactions du prince Albert se trouve peut-être dans la présentation des buts des congrès de Monaco (fig. 8), congrès internationaux dont l'annonce, en 1916, en pleine guerre, avait renforcé l'ire de Daudet contre la principauté et la Société des bains de mer :

« Après la lutte, la lutte contre l'invasion germanique ne sera pas terminée, elle devra se transformer pour se poursuivre sur le terrain économique. [...] Depuis bien des années déjà avant la guerre, les procédés employés par l'Allemagne pour concurrencer les stations des pays alliés avaient porté leurs fruits et malheureusement nous devons reconnaître que cette entreprise de longue haleine avait été singulièrement favorisée par notre négligence, tant les pouvoirs publics, les administrations locales, les initiatives privées semblaient se désintéresser des inestimables richesses thermales et climatiques dont la nature a doté ces contrées.

le prince Albert I^{er} de Monaco face à la Première Guerre mondiale ».

Cependant la France et ses alliés présentent, au point de vue des cures hydrominérales, climatiques, marines et alpines, des ressources dont la supériorité incontestable demande une mise en valeur qui n'a jamais été réalisée jusqu'ici. Cette réalisation sera le but des congrès de Monaco dus à l'initiative de Son Altesse Sérénissime le prince Albert I^{er} [...]. Ces assises s'ouvriront dans le plus bref délai après la cessation des hostilités⁸⁶. »

C'est dans cet esprit que s'ouvrent, le 15 avril 1920, au Musée océanographique, en présence d'Albert I^{er}, des gouvernements alliés et des professionnels de l'hôtellerie et du tourisme, les congrès de Monaco.

Six congrès, suivis d'une exposition, se tiennent ainsi entre le 15 avril et le 10 mai 1920, portant respectivement sur les villes d'eaux, les bains de mer et les stations climatiques, l'hygiène et la climatologie, la thalassothérapie et, enfin, le tourisme. Selon les vœux du prince, ils doivent insister sur « la nécessité du relèvement économique et sur l'efficacité de l'union des nations continentales pour le développement des stations hydrominérales⁸⁷ ». Les thèmes en sont :

- Hydrologie et géologie hydro-minérale (15-19 avril 1920) ;
- Villes d'eaux, bains de mer et stations climatiques (16-19 avril 1920) ;
- Hygiène et climatologie (21-24 avril 1920) ;
- Thalassothérapie (21-26 avril 1920) ;
- Tourisme (23 avril 1920) ;
- Alpinisme (1^{er}-10 mai 1920).

Lancée au mois de septembre 1916, la campagne de presse de Léon Daudet dans *L'Action française* contre la principauté de Monaco et la Société des bains de mer se détourne définitivement du prince Albert I^{er}, de Camille Blanc et de la Société des bains de mer à la fin de l'année 1919. Trois années durant lesquelles le polémiste Léon Daudet, virulent et excessif, n'a eu de cesse de marteler à ses lecteurs, quasi quotidiennement, que le « kasino de Monte-Karlo⁸⁸ » était un « foyer d'espionnage et de peste allemand⁸⁹ », véritable « plaie purulente au flanc de la nation en guerre⁹⁰ », « déjà appauvrie, sanglante et douloureuse⁹¹ », où se mêlaient, parmi la foule des joueurs, « Boches, embochés et pro-Boches », et où il convenait de mener une « campagne de nettoyage patriotique⁹² » et de « sécurité nationale⁹³ » sur le littoral méditerranéen en raison de la germanophilie et de la germanité prétendues de Monaco et de Monte-Carlo, et de leurs hommes. Quelle est donc la portée de cette campagne de presse ?

Nous pouvons tout d'abord noter qu'au sortir de la guerre, la prégnance de cette campagne dans les esprits est forte. Deux témoignages s'en font l'écho, dont celui de Charles Bénard⁹⁴, personnalité, contestable et contestée du monde savant, un temps

86. *Congrès de Monaco pour favoriser le développement des stations hydro-minérales, maritimes, climatiques et alpines des nations alliées ou amies*, Monaco, impr. de Monaco, janvier 1918, p. 5-7 (arch. palais princier Monaco, A 933).

87. F. Pellin, *Exposition de Monaco (1920-1921) : rapport général de la section française*.

88. L. Daudet, « Les aveux du klaquedent de Monaco (suite) », *L'Action française*, n° 324, 19 novembre 1916, p. 1, col. 2-3.

89. L. Daudet, « La finance boche et la presse embochée », *ibid.*, n° 258, 14 septembre 1916, p. 1, col. 1-2.

90. L. Daudet, « Pour éluder le piège allemand », *ibid.*, n° 326, 21 novembre 1916, p. 1, col. 1-2.

91. L. Daudet, « Une mesure qui s'impose. La suppression des jeux de Monaco », *ibid.*, n° 268, 24 septembre 1916, p. 1, col. 1-2.

92. L. Daudet, « Il faut fermer le klaquedent de Monaco. Camille Blanc ses Boches et ses kroupiers », *ibid.*, n° 292, 18 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

93. L. Daudet, « La suppression des jeux de Monaco. Un mot à Camille Blanc », *ibid.*, n° 279, 5 octobre 1916, p. 1, col. 1-2.

94. Charles Bénard (1867-1931), ancien officier de marine français, est le président fondateur de la Société

proche d'Albert I^{er}, qui a dû également être un lecteur assidu des articles de Léon Daudet. Le 19 avril 1917, il écrit en effet à son collègue de la Société océanographique du golfe de Gascogne, Nicolas Manley Bendall⁹⁵, qu'il voit le D^r Richard, directeur du Musée océanographique,

« quelquefois en allant vers la baie de Karlsberg. C'est ainsi que nous appelons ici la ville de Monaco qui est un centre d'espionnage indubitable avec les Gunzbourg, les Furmeister [*sic*], etc. Son Altesse est bien suspecte au gouvernement français⁹⁶ ».

D'un point de vue strictement politico-diplomatique, la France – craignant en outre qu'un prince appartenant au « camp ennemi » puisse théoriquement accéder au trône de Monaco en cas d'extinction de la branche directe de la famille régnante – entreprend des négociations avec la principauté. C'est en effet ce dont témoignent les articles 2 et 3 du traité franco-monégasque du 17 juillet 1918 qui demeure secret jusqu'au 28 juin 1919, date à laquelle le traité de Versailles y fait référence, dans son article 436, et qui prend quelques précautions pour l'avenir :

« Les mesures concernant les relations internationales de la principauté devront toujours faire l'objet d'une entente préalable entre le gouvernement princier et le gouvernement français. Il en est de même des mesures concernant directement ou indirectement l'exercice d'une régence ou la succession à la Couronne qui, soit par l'effet d'un mariage, d'une adoption ou autrement, ne pourra être dévolue qu'à une personne ayant la nationalité française ou monégasque et agréée par le gouvernement français⁹⁷. »

Finalement, les ducs de Wurtemberg-Urach renoncent, en 1924, au trône de Monaco en faveur d'un aristocrate français, arrière-petit-fils d'une nièce du prince Honoré IV (1758-1819), le comte de Chabrillan.

Résumé

L'engagement dreyfusard du prince Albert I^{er} de Monaco, son amitié pour Guillaume II, son souhait d'une science sans frontières et sa volonté de rapprochement franco-allemand en font une cible des nationalistes français dès l'avant-guerre.

Le passé « allemand » du « magicien de Monte-Carlo », François Blanc, fondateur de la Société des bains de mer et du Cercle des étrangers, rend d'autant plus suspecte la principauté de Monaco aux yeux de Léon Daudet. Par une « campagne de nettoyage patriotique » dans *L'Action française*, il s'acharne, durant toute la durée de la guerre contre le cosmopolitisme, l'immoralité des jeux du « kasino de Monte-Karlo » et le personnel « boche, emboché et proboche » de la Société des bains de mer.

d'océanographie du golfe de Gascogne (1899-1921), « dont le but est de poursuivre dans ces régions [pour tout le Sud-Ouest de la France, le golfe de Gascogne, le bassin d'Arcachon et les étangs de Landes], l'étude des courants, des températures, des densités, de la salure, des vents, des pluies, de procéder à des sondages et à des recherches hydrographiques ; d'étudier enfin la faune et la flore maritimes, oiseaux, insectes compris, ainsi que la géologie et la minéralogie maritimes » (cité par J. Carpine-Lancre, « La Société d'océanographie du golfe de Gascogne », p. 31). Transférée à Paris en 1920, date à laquelle cette société prend le nom de Société océanographique de France, son activité cesse en 1938.

95. Nicolas Manley Bendall (1876-1966) est né à Bordeaux, d'un père anglais et d'une mère française. Négociant de formation, il est également passionné par la recherche scientifique, qu'il s'agisse d'océanographie ou d'astronomie ainsi que pour les travaux historiques. C'est à ce titre qu'il devient membre de la Société d'océanographie du golfe de Gascogne, fondée par Charles Bénard, précédemment citée.

96. Lettre de Charles Bénard à Nicolas Manley Bendall, 19 avril [1917], aimablement communiquée par M^{me} Jacqueline Carpine-Lancre (bibl. mun. Bordeaux, fonds N. Manley Bendall).

97. Traité franco-monégasque du 17 juillet 1918, art. 1 et 2.

Cette guerre à la pointe de la plume contre la germanophilie supposée de Monaco et de son souverain suscite chez Albert I^{er} la proposition, mise en œuvre à la fin du conflit, de « congrès de Monaco pour favoriser le développement des stations, hydro-minérales, maritimes, climatiques et alpines des nations alliées ou amies ».

Bibliographie

- BAVENDAMM Gundula, « L'ennemi chez soi », dans Audoin-Rouzeau Stéphane et Becker Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre : 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 751-757.
- BIRNBAUM Pierre, *L'Affaire Dreyfus : la république en péril*, Paris, Gallimard (Découvertes. Histoire, 213), 1994.
- CAM (pseudonyme de Ferré Jean-Baptiste), *Chez son Altesse Suicidissime !*, Nice, chez l'auteur, 1913.
- CARPINE-LANCRE Jacqueline, « Le prince Albert de Monaco et l'Exposition universelle de 1889 », *Annales monégasques*, n° 13, 1989, p. 7-43.
- CARPINE-LANCRE Jacqueline, « La Société d'océanographie du golfe de Gascogne », dans Bourgoin Jean et Carpine-Lancre Jacqueline (éd.), *L'Aventure maritime, du golfe de Gascogne à Terre-Neuve : actes du 118^e Congrès national annuel des sociétés historiques et scientifiques*, Pau, octobre 1993, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Colloques du Comité des travaux historiques et scientifiques, 12), 1995, p. 31-42.
- CARPINE-LANCRE Jacqueline (éd.), *Albert I^{er}, prince de Monaco : des œuvres de science, de lumière et de paix*, Monaco, palais princier, 1998.
- CARPINE-LANCRE Jacqueline, « Le prince Albert I^{er} de Monaco et la science », dans Lumley Henry de et Hurel Arnaud (éd.), *Histoire et Actualité de l'œuvre scientifique de S.A.S. le prince Albert I^{er} de Monaco : 1895-2005 : bilan et perspectives des connaissances sur les peuplements néandertaliens et les premiers hommes modernes de l'Europe méditerranéenne : actes du colloque international*, Paris, 2 mars 2005, Paris, Institut de paléontologie humaine (Archives de l'Institut de paléontologie humaine. Mémoire, 39), 2008, p. 13-26.
- CORBIN Alain, *Le Territoire du vide : l'Occident et le désir de rivage : 1750-1840*, Paris, Flammarion (Champs, 218), 1982.
- DAUDET Léon, *L'Avant-guerre : études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1914.
- DAUDET Léon, « Au temps de Judas. Souvenirs des milieux politiques, littéraires, artistiques et médicaux de 1880 à 1908 », dans Daudet Léon, *Souvenirs et Polémiques*, Paris, R. Laffont (Bouquins), 1992, p. 513-640.

- DELPORTE Christian, « Le journal », dans Rioux Jean-Pierre et Sirinelli Jean-François (dir.), *La France d'un siècle à l'autre : 1914-2000 : dictionnaire critique*, Paris, Hachette littératures, 1999, p. 346-401.
- DUCLERT Vincent, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, Éd. La Découverte (Repères Maspero), 2006.
- FORCADE Olivier, « Information, censure et propagande », dans Audouin-Rouzeau Stéphane et Becker Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre : 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 451-464.
- FREU Jacques, NOVELLA René et ROBERT Jean-Baptiste, *Histoire de Monaco*, Monaco, ministère d'État de la principauté de Monaco / G. Comman, 1986.
- LABANDE Léon-Honoré, *Le Château et la Baronnie de Marchais*, Paris, H. Champion, 1927.
- MARIANI Angelo, *Figures contemporaines*, t. XIII, Paris, E. Flammarion / H. Floury / G. Richard, 1913.
- MARQUE Jean-Noël, *Léon Daudet*, Paris, Fayard, 1971.
- PELLIN Félix, *Exposition de Monaco (1920-1921) : rapport général de la section française*, Paris, Comité français des expositions, 1921.
- PICHOT Louis, *La Conscience chrétienne et l'Affaire Dreyfus*, Paris, Société d'édition littéraire, 1899.
- PICHOT Louis et JORRAND Louis, *La Conscience chrétienne et la Question juive*, Paris, Société d'édition littéraire, 1899.
- PROVENCE Marcel, *Les Allemands en Provence : histoire de l'invasion économique et de l'espionnage allemand dans le Midi de la France : 1911-1918*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1919.
- RIOUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (dir.), *La France d'un siècle à l'autre : 1914-2000 : dictionnaire critique*, Paris, Hachette littératures, 1999.
- ROBERT Jean-Baptiste, « Le prince Albert I^{er} et l'affaire Dreyfus », *Annales monégasques*, n° 19, 1995, p. 169-224.
- SAINT-ANDRÉ Philippe de, *Monte-Carlo et la guerre*, Monaco, impr. de Monaco, 1916.
- TAXIL Léo, *L'Enclave Monaco*, Sceaux, chez l'auteur, 1905.
- VERNIER Olivier, « Espionnage et péril germanique à Nice pendant la guerre de 1914 », *Nice historique*, n° 230, 1990, p. 62-70.
- WEBER Eugen, *L'Action française*, Paris, Fayard (Pluriel, 8542), 1985.
- WINOCK Michel, « L'Action française », dans Winock Michel (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil (xx^e siècle), 1993, p. 125-156.
- WINOCK Michel, « Les antidreyfusards », dans Winock Michel (dir.), *La France politique : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil (Points. Histoire, 256), 2003, p. 227-243.